



Conseil de l'Union européenne
Secrétariat général

Direction générale Développement organisationnel et services
Direction Ressources humaines
La directrice

Son Excellence Madame l'Ambassadrice/Monsieur l'Ambassadeur
Représentant(e) permanent(e) des États membres auprès de
l'Union européenne

(par courrier électronique)

Bruxelles, le 15 mai 2024

Objet: Détachement sans frais, auprès du secrétariat général du Conseil, d'un(e) expert(e) national(e) dans le domaine de la coordination de la lutte contre le terrorisme

Réf.: SNE/05/2024 (CTC) - 1 poste (313022)

Madame, Monsieur,

La lutte contre le terrorisme continue de figurer au premier plan des préoccupations de la communauté internationale et de l'UE. Le détachement d'un des experts nationaux travaillant dans ce domaine étant arrivé à son terme, le secrétariat général du Conseil doit recruter un(e) expert(e) national(e) détaché(e) sans frais pour assister et conseiller le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme dans tous les domaines de la politique de l'UE en la matière, en particulier sur les aspects juridiques, répressifs et judiciaires.

La description du poste, qui précise les qualifications et l'expérience requises, figure en annexe.

La durée du détachement est de deux ans et peut faire l'objet d'une prorogation pour une durée totale n'excédant pas quatre ans. Veuillez noter qu'en application de l'article 5 de la décision (UE) 2015/1027 du Conseil, ce détachement pourrait, dans des cas exceptionnels, être prorogé pour une durée supplémentaire de deux ans.

L'expert(e) devrait prendre ses fonctions au secrétariat général du Conseil au plus tard le **1^{er} septembre 2024**.

Les conditions du détachement sont fixées dans la décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime

applicable aux experts détachés auprès du secrétariat général du Conseil (décision (UE) 2015/1027, JO L 163 du 30.6.2015, abrogeant la décision 2007/829/CE). Conformément à l'article 2 de cette décision, les expertes et experts nationaux détachés doivent avoir la nationalité d'un État membre de l'UE.

Conformément à l'article 6 de cette décision, l'employeur de l'expert(e) doit continuer de rémunérer l'intéressé(e) et d'assurer l'ensemble de ses droits sociaux, en particulier en matière de sécurité sociale, d'assurance et de retraite.

En outre, en vertu de l'article 1^{er} de cette décision, les articles 18, 19 et 20 ne sont pas applicables aux expertes et experts détachés sans frais. En pratique, ceux-ci n'ont droit à aucune indemnité ni aucun remboursement de frais de voyage de la part du secrétariat général du Conseil.

Les États membres sont invités à proposer des candidats et candidates qualifiés pour ce poste.

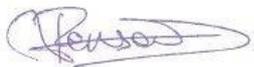
Le ou les noms du ou des points de contact nationaux responsables pour chaque candidature devront être indiqués dans les actes de candidature. Les actes de candidature devront être accompagnés d'un curriculum vitæ précisant toutes les fonctions exercées jusqu'à présent et les diplômes ou autres titres obtenus, ainsi que d'une lettre de motivation.

Les réponses à la présente lettre doivent être transmises par courrier électronique, au plus tard le **14 juin 2024 à 17 heures HEC**, à l'adresse suivante: sne.recruitment@consilium.europa.eu.

Le service compétent et la direction des ressources humaines examineront conjointement les demandes reçues, décideront quels candidats et candidates seront retenus dans une première sélection et conduiront les entretiens. L'autorité investie du pouvoir de nomination prendra une décision de nomination sur la base du résultat de la procédure de sélection. Le secrétariat général du Conseil peut également décider d'utiliser la liste d'aptitude pour pourvoir, à l'avenir, d'éventuels postes vacants correspondant au même profil.

Si nécessaire, de plus amples informations peuvent être obtenues auprès du secrétariat général du Conseil en s'adressant à M^{me} Lise Wandel-Petersen (tél.: +32 2 281 7129, courriel: lise.wandel-petersen@consilium.europa.eu).

(Formule de politesse)



Nathalie Pensaert

Annexes

Annexe 1 - Description du poste

**Expert(e) national(e) détaché(e) (END) sans frais
auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne**

**Services rattachés à la secrétaire générale
Coordination de la lutte contre le terrorisme**

Réf.: SNE/05/2024 (CTC) - 1 poste (313022)

Description du poste

A. Principales tâches et responsabilités

En tant que conseiller ou conseillère du coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme (ci-après le "coordinateur"), l'expert(e) sera appelé(e):

- à prendre en charge la coordination des initiatives liées à la lutte contre le terrorisme, en particulier des aspects répressifs, judiciaires et juridiques, ainsi que des relations avec les pays tiers et les organisations internationales;
- à recenser les domaines se prêtant à une coopération des services répressifs et judiciaires en matière de lutte contre le terrorisme, aussi bien au sein de l'UE qu'avec des pays tiers, et à contribuer activement à l'élaboration de projets et d'initiatives en matière de lutte contre le terrorisme, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UE;
- à se tenir informé(e) sur un large éventail de questions liées au terrorisme, notamment par des recherches et des lectures fouillées, relatives en particulier aux aspects juridiques, répressifs et judiciaires;
- à conserver, dans le cadre de ses dossiers, une vue d'ensemble des activités ayant trait au terrorisme qui font l'objet de travaux dans l'ensemble des instances et groupes du Conseil, ainsi que des évolutions en la matière à la Commission, au Service européen pour l'action extérieure et au Parlement européen;
- à rédiger rapidement de nombreux documents d'orientation (y compris pour le Conseil), des discours et d'autres contributions écrites, ainsi qu'à préparer les réunions et visites importantes du coordinateur et à faire rapport sur ces dernières;
- à élaborer les aspects techniques et stratégiques/politiques d'un grand nombre de dossiers complexes et à conseiller le coordinateur à cet égard, à évaluer la mise en œuvre et à recenser les domaines où des progrès supplémentaires sont nécessaires ou les domaines suscitant des préoccupations;
- à participer aux travaux de groupes et à assister à des réunions avec le coordinateur, y compris dans des pays tiers, ou - souvent - à y prendre part en son nom;
- à remplacer le coordinateur et à agir en son nom dans un contexte européen ou international;
- à travailler en étroite concertation et coordination avec les institutions et agences de l'UE, les États membres, des pays tiers, des organisations internationales, le secteur privé, les milieux universitaires et des groupes de réflexion;
- à contribuer à l'établissement de relations étroites entre les hautes autorités chargées de la lutte contre le terrorisme dans leur État membre, les autorités d'autres États membres et le coordinateur.

B. Conditions générales

Conformément à la décision¹, le candidat/la candidate doit:

- être au service de son employeur, dans un cadre statutaire ou contractuel, depuis au moins douze mois avant son détachement;
- rester au service de son employeur durant toute la durée du détachement;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins trois ans à temps plein dans des fonctions administratives, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, en rapport avec les fonctions qu'il ou elle est appelé(e) à exercer;
- avoir la nationalité d'un des États membres de l'Union européenne;
- avoir une connaissance approfondie d'une langue officielle de l'Union et une connaissance satisfaisante d'une deuxième langue pour l'accomplissement de ses tâches.

C. Qualifications et expérience

Les candidats et candidates devraient:

- avoir achevé un cycle d'études universitaires (le niveau master ou supérieur constitue un atout), supérieures ou militaires sanctionné par un diplôme, ou posséder une expérience professionnelle équivalente;
- avoir une expérience pertinente en matière de travail avec des acteurs de la sécurité dans leur État membre, ainsi qu'en ce qui concerne l'élaboration de politiques en rapport avec les aspects extérieurs de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme;
- avoir une connaissance approfondie d'une langue officielle de l'UE² et une connaissance satisfaisante d'une deuxième langue pour pouvoir exercer les fonctions en question. En pratique, dans l'intérêt du service et étant donné que le poste requiert une bonne aptitude à la rédaction et à la mise au point de documents, il est nécessaire d'avoir une excellente maîtrise de l'anglais écrit. La connaissance du français serait considérée comme un atout;

Les expériences suivantes seraient un atout:

- avoir une expérience professionnelle à l'étranger/dans un environnement international, en particulier en matière de relations européennes, avec des pays tiers et d'organisations internationales;
- avoir une expérience antérieure en tant que responsable, enquêteur/enquêtrice ou procureur(e) chargé(e) de la lutte contre le terrorisme dans leur État membre;
- posséder une solide expérience juridique (juriste ou praticien(ne) qualifié(e)).

D. Compétences attendues

- Avoir une bonne compréhension de ce que suppose le fait de travailler dans un environnement politiquement sensible;
- être en mesure de travailler de manière autonome et en soutien au coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme, et faire preuve d'excellentes compétences relationnelles et d'un esprit d'équipe;

¹ Décision du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts détachés auprès du secrétariat général du Conseil.

² Les langues de l'UE sont les suivantes: allemand, anglais, bulgare, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois et tchèque.

- avoir la volonté et la capacité de travailler dans un environnement exigeant, politiquement sensible et caractérisé par une évolution rapide et une charge de travail importante;
- pouvoir gérer les dossiers de manière proactive, continue et autonome, en liaison avec les acteurs concernés, et y apporter sa contribution sous la forme de commentaires, de propositions et d'idées nouvelles;
- pouvoir travailler rapidement sur les aspects à la fois techniques et politiques d'un large éventail de dossiers complexes et fournir de manière proactive des conseils prospectifs;
- avoir une excellente aptitude à rédiger, à communiquer (à l'oral et à l'écrit) et à travailler en réseau;
- posséder une grande faculté de discernement politique ainsi qu'un sens aigu de l'initiative, de la créativité, de l'autonomie et des responsabilités;
- avoir le souci d'obtenir des résultats;
- avoir le sens de la discrétion.

L'expert(e) devrait être disposé(e) et prêt(e) à voyager fréquemment à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.

E. Habilitation de sécurité

Disposer d'une habilitation de sécurité nationale au niveau SECRET UE/EU SECRET. Cette habilitation de sécurité doit être obtenue par le candidat ou la candidate auprès de ses autorités compétentes avant le détachement auprès du secrétariat général du Conseil. La validité de l'habilitation doit couvrir toute la durée du détachement. À défaut, le secrétariat général se réserve le droit de refuser le détachement.

Le SGC est attaché à la diversité et à l'inclusion. Nous recherchons activement la diversité et promouvons l'inclusion au sein de notre personnel. Le SGC est ouvert à toutes les différences liées à des caractéristiques géographiques et démographiques ou à des identités, et nous croyons fermement que la diversité enrichit nos perspectives, améliore notre performance et accroît notre bien-être. Aussi, nous encourageons vivement les candidatures de toutes les personnes qualifiées issues d'horizons divers, sur la base géographique la plus large possible parmi les États membres de l'UE.

Veillez trouver ici le [lien](#) vers la déclaration de confidentialité concernant le traitement de vos données à caractère personnel.

De plus amples informations sur la nature du poste peuvent être obtenues auprès de M^{me} Lise Wandel-Petersen (tél.: +32 2 281 7129, courriel: lise.wandel-petersen@consilium.europa.eu), Bureau du coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme.
